

Olivier Consolo / Mike Mathias

Pour en finir avec la gentillesse, la patience et la naïveté

Un plaidoyer pour une nouvelle stratégie politique des ONG de développement

20 années se sont écoulées depuis la conférence des Nations unies pour l'Environnement et le Développement, communément appelé Sommet de la Terre de Rio et l'heure est aux bilans ainsi qu'aux mises en perspectives.

De la chronique des bonnes volontés...

Quand à la fin des années 1980, on commençait à préparer les débats et documents qui allaient culminer au sommet de Rio 1992, quand le rapport de Gro Harlem Brundtland fixait les bases du concept du développement durable (1987), le monde semblait être prêt à discuter pour la première fois depuis la conférence de Stockholm en 1972 de façon sincère des limites de la croissance économique et, par conséquent, de la priorité à donner à la satisfaction des besoins des plus démunis. Or, quand le sommet eut finalement lieu, le monde avait été marqué par la chute du mur de Berlin. Le monde bipolaire de la Guerre froide s'était écroulé et les activistes des ONG renaissent encore de Rio plein d'espoir et de dynamisme. Le dividende de la paix était appelé à dynamiser les Agenda locaux 21, les Alliances du Climat et les réseaux internationaux et les initiatives locales.

Mais de leur côté, les leaders politiques et surtout économiques se sont lancés dans la conquête d'un nouveau monde, promettant le « développement » pour tous (en fait : notre modèle de développement) à travers la

mondialisation économique. La fin de l'histoire semblait atteinte et le système économique et politique qui avait survécu – plus que gagné – la guerre froide pouvait enfin se défouler sur toute la planète. Ce fut l'apogée de la globalisation mise en forme par l'Uruguay Round du GATT qui avait débuté en 1986. En 1994, deux ans après Rio, les

Faut-il changer de ton, devenir moins naïf, plus revendicatif ?

Faut-il inventer de nouvelles formes de mobilisations citoyennes ?

négociations du GATT donnaient naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Déjà, l'esprit de solidarité et du renouveau de Rio était enterré. Seuls quelques mouvements et ONG infatigables continuaient à parler de fuite des capitaux, de la crise de la dette, des ressources écologiques auxquelles il fallait garantir un accès équitable, ... Le Forum social mondial (depuis le début des années 2000) essayait d'opposer des visions d'une autre mondialisation mais devait aussi reconnaître que les mouvements sociaux, malgré leur force et leurs réflexions, n'arrivaient pas à contrebalancer l'influence des pouvoirs économiques en place.

La communauté internationale, ayant peur du vide, inventait alors les fameux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), basés sur la Déclaration du millénaire des chefs d'États et de gouvernements

du monde entier approuvée en septembre 2000 par l'Assemblée générale des Nations unies. La Déclaration du millénaire, plus ambitieuse politiquement que les OMD, aurait pu être la base d'une relance des recommandations du sommet de la terre à Rio 1992. *A contrario*, les OMD, dans l'esprit du temps, étaient quantifiés, techniques, formatés et supposés être atteints en 2015. Ce nouvel agenda OMD remettait au goût du jour l'objectif des 0,7 % du PIB d'aide publique au développement. Une promesse faite pourtant dès 1969 et supposée être atteinte en... 1980 au plus tard ! Le Luxembourg l'a atteint – il est vrai – dès l'année 2000, mais l'UE dans son ensemble n'arrive toujours pas aux 0,51 % promis pour 2010.

... à la chronique des crises !

La fin des années 1990 avait également connu la crise financière asiatique (suivie par celle en Argentine) et l'explosion de la bulle spéculative de la nouvelle économie (internet et nouvelles technologies). Ces crises mettaient déjà en évidence les dérives de l'économie financière mondialisée et dérégulée, et leurs conséquences extrêmement désastreuses pour les populations les plus vulnérables des pays émergents (en Asie et en Amérique du Sud notamment).

Olivier Consolo est directeur de Concord, la Confédération Européenne des ONG d'Urgence et de Développement, depuis 2002. Mike Mathias est membre actif de l'Action Solidarité Tiers Monde depuis 1987. Les opinions exprimées dans cet article le sont en leurs noms personnels.



En 2000, Kofi Annan commandait auprès de Ernesto Zedillo, ancien président du Mexique, un rapport de haut niveau sur le « financement du développement » qui devait étudier la nécessité d'agir et les possibilités de régulation au niveau global du financement du développement, du commerce mondial, ainsi que la faisabilité de l'éradication de la dette. Ce rapport comportait même des propositions concrètes contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale qui impactent sérieusement les capacités des pays du Sud de financer leur développement par leurs rentrées fiscales (rapport qui reste malheureusement d'actualité – comme tant d'autres). Puisque même dans les pays les moins avancés, les recettes fiscales représentent jusqu'à 20 % du PIB, celles-ci restent une priorité majeure.

Le rapport fut remis en juin 2001, ce qui laissait encore quelques mois aux préparatifs pour la conférence de l'ONU à Monterrey en Mexique en mars 2002. Mais trois mois après la remise du rapport et six mois avant la conférence, au matin du 11 septembre, le monde fut à nouveau bouleversé. Un nouveau bipolarisme et des « guerres chaudes » contre des pays et des populations à qui on pensait pouvoir reprocher non seulement d'être pauvres, mais en plus d'être musulmans et extrémistes furent déclenchées. Les ONG ont-elles suffisamment réagi à l'époque? On était à 16 000 personnes dans les rues de Luxembourg-Ville au moment de l'invasion de l'Irak. C'était certes la manifestation la plus importante des dernières décennies, mais seulement un tiers des ONG l'avait soutenue.

A la conférence de Monterrey sur le financement pour le développement et encore

moins lors de celle de l'OMC à Doha en automne 2002, il n'était déjà plus question de remettre en question le fameux « Consensus de Washington », élaboré par les administrations Reagan/Bush et Thatcher dans les années 1980 et qui instaure le libre-échange comme nouveau principe universel consacrant dans les faits la « liberté de dominer et d'appauvrir ». À Monterrey et à Doha il n'était pas non plus question de remettre en question (ou même de débattre) de l'intervention militaire dans les vallées de l'Afghanistan décidée au nom de la légitime défense de notre « civilisation ».

Une vision du Sud

Face à ces évolutions, face aux promesses non tenues et au nouveau regain de tensions au niveau international, les mouvements sociaux des pays du Sud sont restés sur leur faim. Un décalage et un malaise commencent même à s'instaurer entre les sociétés civiles du Nord et celles du Sud.

Les mouvements populaires au Sud reprochaient à l'économie mondiale d'être complètement dissociée du bien-être social et du bien-vivre. Ils voulaient remplacer l'indépendance politique des années 1960 par une interdépendance des mondes gérés équitablement et proposaient de remplacer le concept d'une société civile qui soigne par une société politique qui lutte. Ils demandaient à remplacer toute logique institutionnelle centraliste et pyramidale par une démocratie des pieds nus ancrée au niveau local. Les mouvements du Sud parlaient du changement social qui était indispensable et qui était au centre de leurs préoccupations. C'est une remise en question du concept de « développement » tel que le Nord le comprend toujours.

Ce fameux modèle de développement que même les ONG d'ici continuent à revendiquer sans remettre en question son bilan écologique et social, sans percevoir qu'un changement bien plus profond est nécessaire. En maintenant en place les logiques de consommation et de croissance économique classiques, d'extraction des richesses et des ressources non renouvelables, en acceptant les exclusions multiples que le système actuel génère, nous continuons de croire à la fable selon laquelle les ODM seraient réalisables en améliorant l'efficacité de l'aide. A l'occasion de notre bataille pour la « cohérence des politiques pour le développement », oserons-nous poser la question de l'impact et de l'utilité des politiques et économies actuelles pour l'avenir de l'humanité ou nous contenterons-nous de demander un peu plus de respect pour les intérêts des exclus du « développement » ?

Ce débat a lieu alors même que depuis longtemps une approche plus radicale existe, celle des droits humains, aussi appelée « Human rights based approach ». Guidée par ce socle des droits de l'homme et de la nature, nous devrions évidemment refuser de formuler des objectifs comme laissant la moitié des pauvres dans leur pauvreté (ce que fait implicitement l'OMD). Il est temps de formuler des politiques ayant comme orientation centrale les droits humains, le bien-être et le bien-vivre pour tous, et de remplacer les politiques qui s'occupent aujourd'hui des seuls intérêts économiques.

20 ans : quel est notre bilan ?

La société civile a proposé partout dans le monde des alternatives sociales et politiques viables, des innovations socio-économiques. Nous avons demandé la réorientation

des politiques dominantes menant à l'exclusion. Nous avons écrit des milliers de rapports, développés des milliers de *concepts papers* et *policy papers*. Nous avons élaboré des argumentaires techniques et donné des preuves (*facts and evidences*) jusque dans moindres détails. À travers le monde nous avons expérimentés des millions de bonnes pratiques et nous les avons largement diffusées aux niveaux locaux et régionaux. Nous avons engagé le dialogue et le débat avec toutes les parties prenantes (*stakeholders*), mais aussi avec tous les partis et leaders politiques, démocratiques ou non, partout à travers le monde. Nous avons suivi, et nous sommes adaptés, à toutes les « modes » et les modalités du débat politique et nous avons essayé à chaque fois de peser sur les résultats. Et alors ? À quoi tous ces efforts et investissements ont mené ?

Est-ce que le monde a réalisé les « progrès » qui nous étaient annoncés ? Est-ce que la sécurité humaine est assurée pour tous et toutes ? Est-ce que les femmes jouissent de leurs droits à part entière, partout ? Est-ce que l'UE joue un rôle de leader dans la lutte pour les droits humains ? Est-ce que la transition est entamée ?

Il nous semble que le moment de revoir l'approche de notre plaidoyer politique est venu. Nos partenaires institutionnels et gouvernementaux demandent un engagement « poli et constructif » de notre part, des propositions « réalistes » et pas seulement des critiques ; des évidences et pas de la rhétorique, des engagements dans des processus institutionnels à tous les niveaux. Ils nous demandent d'avoir confiance en eux, même en absence de progrès véritable. Toutes ces choses nous les avons faites ! Et ce depuis 20 ans ! Gentiment, patiemment, intelligemment, et parfois même naïvement. Dans ce monde qui est hanté par l'efficacité, la mesure des résultats, les indicateurs objectivement vérifiables, pouvons-nous, à l'aune de ces instruments d'évaluation, sérieusement prétendre que notre travail de plaidoyer a véritablement fait progresser l'agenda international et la vie des pauvres dans le monde ?

Y aurait-il de nouvelles façons de faire à inventer afin d'augmenter notre impact et notre capacité à faire bouger les choses ? Faut-il changer de ton, devenir moins naïf, plus revendicatif ? Faut-il inventer de nou-

velles formes de mobilisations citoyennes – réinventer et pratiquer la désobéissance civile non violente ? Faut-il de nouvelles alliances et, si oui, avec qui ? Faut-il faire de l'action politique au lieu de papiers politiques ? Faut-il lier des échéances plus strictes à nos revendications avec des « indicateurs objectivement vérifiables » ? Que faut-il répondre à nos leaders politiques et chefs d'État qui nous reprochent de « trahir les efforts nationaux en faveur de l'APD » dès que nous osons, enfin, poser les bonnes questions ?

L'innovation sociale pour le changement

Répondre à ces questions est essentiel. Il y va de notre légitimité, la seule et l'unique, celle qui nous est accordée par nos membres, nos bases sociales, nos donateurs-citoyens mais aussi et surtout par les populations exclues, les plus démunies avec qui nous nous engageons. Eux ne vivent pas seulement dans nos rapports ou dans nos expositions photos censées sensibiliser le public. Ils mènent une vraie vie, une vie dans la pauvreté, une vie d'exclus et de marginalisés au quotidien, jour après jour. Depuis 20 ans – toute une génération perdue !

C'est également une question de crédibilité. Si nous ne gagnons pas des batailles politiques essentielles (sans même parler de gagner la guerre contre la pauvreté et les injustices), les mouvements sociaux et les communautés locales du Sud vont perdre la confiance dans nos capacités d'amener le changement social et politique. En effet, c'est dans la mise en réseau des mouvements populaires du Sud et des ONG de la société civile du Nord ici que réside l'autre grand défi qui se pose à nous. Ne devrions-nous pas abandonner cette relation basée sur le don pour établir une relation de solidarité d'échange réciproque ? Pour chaque projet ou mouvement soutenu dans Sud qu'est-ce que nous changeons dans notre façon de faire et de vivre ici en Europe pour nous rapprocher un peu plus d'un monde vivant équitablement avec les ressources d'une seule planète ? Le soutien à des mouvements populaires au Sud ne devient-il solidarité que s'il est accompagné par un effort de changement social ici ? Ne devrions-nous nous engager dès lors beaucoup plus dans le fonctionnement de nos sociétés ici au Nord, en Europe ?

Finalement, si la petite frange des privilégiés qui remettent eux-mêmes en question leurs privilèges venait à disparaître, quelle raison y aurait-il pour les opprimés de maintenir un dialogue non violent. Si, face aux défis qui se posent à notre monde, nous, organisations et institutions non violentes ne réussissons plus à mettre en œuvre des solutions utiles, durables et radicales, alors les prophètes de la violence et de l'arbitraire prendront le relais avec leurs fausses solutions. En Europe, cette tendance se fait déjà sentir.

Pourtant les innovations locales existent, l'autre monde n'est pas seulement possible, il existe déjà, ici et là-bas. Il est présent partout, dans les initiatives de transitions, les budgets participatifs, les monnaies complémentaires, les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, les docteurs aux pieds nus, les tontines, les brigades de la paix, les coopératives de production et de commerce équitable, dans l'économie solidaire... Les alternatives existent, elles sont multiples, elles sont à la base de toutes nos sociétés et elles pratiquent l'innovation sociale, politique et économique.

Les responsables politiques et les institutions doivent enfin comprendre que leur légitimité ne provient pas de ceux qui détiennent le pouvoir économique ou de ceux qui « payent des impôts » (le fameux concept erroné du *tax payer*), mais de tous les citoyens et citoyennes ! Leur mandat n'est désormais plus de mener le monde ou même de sauver la planète et d'aider les humains à développer leur potentiel. Nous nous sommes émancipés et nous nous en chargerons nous-mêmes ! Mais nous voulons que les hommes politiques et les institutions soient en appui à ces initiatives, qu'ils servent la société civile et politique au lieu des sociétés commerciales. Nous demandons à ce qu'ils mettent en place des cadres légaux, financiers et institutionnels qui renforcent les initiatives et les solutions qui viennent des gens eux-mêmes (*enabling environment*). Nous voulons qu'au moins ils ne s'opposent plus au changement qui s'impose (*do not harm*) !

L'année 2012 et le bilan de Rio devraient être de bonnes occasions pour les ONG de réfléchir à de nouvelles façons de travailler et de préserver un rôle utile dans le monde actuel. ♦